

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 3 FEVRIER 2014

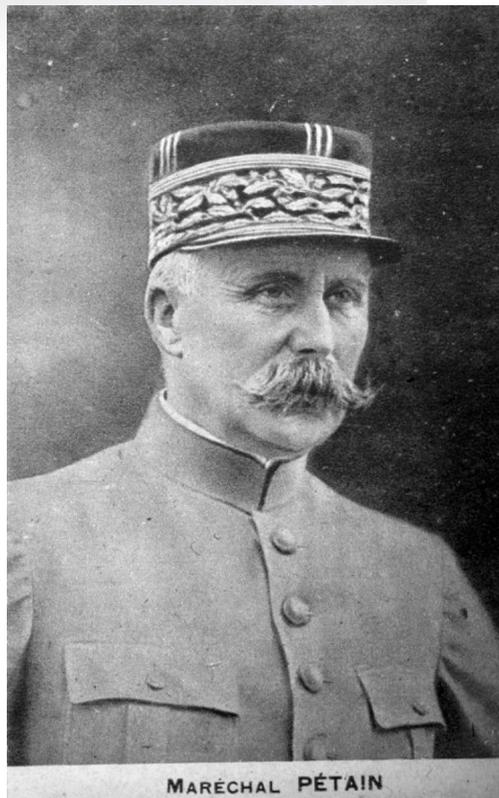
SOMMAIRE

- 1) Le Maréchal
- 2) L' émergence
- 3) La révolte à gauche
- 4) Le marché de dupes
- 5) Du mal à payer
- 6) La colocation !



Gérard Diez La Presse en

I) Un manuscrit de Pétain refait surface



Une carte postale du maréchal Philippe Pétain diffusée durant la Première Guerre mondiale. (Phoo Yazid Medmoun.AFP)

Ce document intitulé «La Guerre Mondiale 1914-1918» a été mis au jour par un passionné d'histoire militaire.

Un passionné d'histoire militaire a mis au jour un document sur la première Guerre mondiale authentifié après de longues recherches comme écrit de la main de celui qui n'était encore que le vainqueur de Verdun, le maréchal Philippe Pétain.

Le manuscrit intitulé «La Guerre Mondiale 1914-1918» est désormais à la disposition des historiens après des décennies passées dans l'oubli, écrit le quotidien La Dépêche du Midi, qui révèle l'information.

Le document de 350 pages, qui comprend également 77 croquis et plans de bataille, a été écrit par Philippe Pétain entre 1920 et 1931, explique à l'AFP Jean-Jacques Dumur, ancien officier de l'armée devenu professeur de peinture et de dessin, passionné d'histoire militaire.

Le maréchal Pétain préparait alors avec Charles de Gaulle un livre sur l'histoire du soldat et «il s'était réservé la rédaction de la partie qui traitait de la guerre 14-18», ajoute cet habitant d'Aventignan, dans les Hautes-Pyrénées. «A la suite d'une querelle d'auteurs entre Pétain et De Gaulle», tout avait été remis «au coffre», ajoute-t-il.

Une «enquête de traçabilité» a permis d'établir que le document, qui traite du déroulement de la Grande Guerre sur le théâtre français et européen mais aussi mondial, sans commentaires personnels, s'est retrouvé entre 1931 et 1939 dans la villa que possédait Philippe Pétain à Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes.

Par un cheminement mystérieux, le document est tombé entre les mains d'un maçon italien qui y était alors réfugié. «On ne s'explique pas pourquoi le document passe de la prestigieuse bibliothèque de Pétain à l'étagère des ouvriers italiens», dit Jean-Jacques Dumur.

Sujet «tabou»

«On est en pleine épuration», rappelle-t-il cependant. Le maréchal Pétain, qui fut consacré par ses soldats comme le grand vainqueur de la bataille de Verdun même si sa hiérarchie avait crédité ce succès à d'autres, «venait d'être condamné à mort et ses biens avaient été

confisqués». Le sujet Pétain, dont la peine avait été commuée en détention à perpétuité, «était devenu tabou».

En 1989, la fille du maçon a hérité du document et son compagnon, un collectionneur, s'y est intéressé sans toutefois parvenir à percer son secret. En 2006, elle finit par demander à Jean-Jacques Dumur de «trier le fonds d'archives. J'ai retrouvé ce document tout à fait par hasard», raconte-t-il. Commence alors un long travail pour chercher qui pouvait être l'auteur du texte, faire expertiser le manuscrit et le présenter aux institutions, en particulier au ministère de la Défense.

Car Jean-Jacques Dumur a «compris tout de suite de quoi il s'agissait. Il m'a été facile de comparer l'écriture avec ceux des principaux généraux de la Grande Guerre. Un document pareil ne peut pas avoir été écrit par n'importe qui. Il faut forcément avoir été officier supérieur et avoir une formation d'officier d'état-major».

Jean-Jacques Dumur a ensuite confié ce texte, à l'écriture limpide, concise et claire qui «collait trop bien avec celle de Pétain», à Marie-Pascale Charbit Lescat, expert judiciaire en écritures manuscrites près de la cour d'appel de Toulouse. Après deux ans de travail, celle-ci a conclu en 2009 à son authenticité. «Au début, j'étais un petit peu dubitative, on voit souvent dans mon métier des gens qui pensent qu'ils ont le manuscrit du siècle», dit-elle à l'AFP.

Mais après une «analyse détaillée» et des recherches «comparatives» aux Archives nationales et au Service historique de la Défense, l'experte a estimé que le manuscrit avait bien été rédigé par Philippe Pétain. «A ce jour je n'ai eu aucune contestation officielle», dit-elle. «Je

Les documents (copie du manuscrit et des croquis et enquête de traçabilité notamment) ont été versés au Service historique de la Défense à Vincennes, où ils sont mis à la disposition des historiens depuis mars 2011. L'ancien officier, qui s'apprête à donner une série de conférences à ce sujet, à décider de médiatiser leur existence à la faveur des commémorations du centenaire de la Grande Guerre.

II) Valls dénonce l'émergence d'un "Tea Party à la française"



Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls dénonce dans Le Journal du dimanche l'apparition d'un "Tea Party à la française" et appelle la "droite républicaine" à s'en "démarrer clairement". | Fred Dufour

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls dénonce dans Le Journal du dimanche l'apparition d'un "Tea Party à la française" et appelle la "droite républicaine" à s'en "démarrer clairement".

Une semaine après la mobilisation anti-gouvernementale baptisée "Jour de colère" et les débordements qui l'ont suivie, et alors que les partisans de la Manif pour tous sont appelés à manifester dimanche, M.

Valls s'inquiète de voir la société "tourmentée par les forces sombres de la division".

Plus largement, le ministre évoque "une fronde des anti : anti-élites, anti-Etat, anti-impôts, anti-Parlement, anti-journalistes... Mais aussi et surtout des antisémites, des racistes, des homophobes... Tout simplement des anti-républicains". Il juge d'ailleurs le climat comparable avec celui des "années 1930".

Sur un plan plus politique, Manuel Valls estime que "nous assistons à la constitution d'un Tea Party à la française", du nom de l'aile ultra-conservatrice du Parti républicain aux Etats-Unis.

"S'engouffrant dans la crise de projet et de leadership de la droite, et face au recentrage du Front national, une droite conservatrice et réactionnaire s'est libérée. Avec l'opposition au mariage pour tous, elle a décuplé ses forces. Elle occupe la rue car elle considère que la gauche au pouvoir n'est pas légitime", ajoute-t-il.

"Face à ce phénomène, la droite républicaine a donc une responsabilité : se démarquer clairement des mouvements qui n'acceptent pas la démocratie et les choix du Parlement", insiste-t-il.

leparisien.fr-AFP

Manif pour tous : pourquoi Manuel Valls place la droite tétanisée face à un choix mortel



Par Olivier Picard
Chroniqueur politique

Édité par Louise Auvitu Auteur parrainé par Aude Baron

MANIF POUR TOUS. C'est étrange, non, ce silence ? Les chefs de la nébuleuse UMP tordent leur béret devant le nouveau spectacle que donne la Manif pour tous. Tétanisés. Ils sont littéralement tétanisés.

Une semaine après le "Jour de colère" qui avait "coagulé" (c'est le nouveau terme dans le vocabulaire politico-médiatique) tous les mécontentements contre François Hollande, et les avaient déjà laissés pour le moins embarrassés, les voilà cette fois effarés.

Droite et gauche, complices d'un laxisme

C'est un fait singulier à un mois et demi du premier tour des municipales, mais ce n'est pas un accident. C'est plus qu'une intempérie hivernale. C'est plus qu'une vague de débordement qui fait des dégâts. C'est le symptôme de l'inexorable remontée à la surface d'une explosion souterraine qui, jour après jour, lézarde les fondations de notre représentation politique.

De plus en plus artificiel, le château de papier qui organise le paysage de nos institutions vacille, échappant aux traits et aux frontières de ceux qui le dessinent.

Le rejet général des élites que véhicule le mouvement hétéroclite de la Manif pour tous, en effet, cible autant la droite républicaine que la gauche. Elles seraient l'une et l'autre "complices" d'un même laxisme sociétal. D'une même faiblesse. D'une même "décadence" ?

Si les politiques ont polémique, c'était par pur intérêt électoral

Quand, en ce dimanche de manifestation,

Manuel Valls parle de "Tea Party à la française", il appuie là où ça fait mal.

Outre-Atlantique, la radicalité des ultra-conservateurs américains a plombé le parti républicain. Non seulement, leur contestation ne lui a apporté aucun dividende électoral, mais elle a brouillé son discours, détourné ses valeurs et finalement sapé ses bases idéologiques.

Aujourd'hui, c'est la droite "classique" française qui est confrontée au même dilemme. Il y a longtemps que la quasi-totalité de ses figures de proue ont non seulement assimilé le droit, fondamental, à l'IVG, mais qu'elles ont aussi intégré à leur logiciel (en théorie, du moins) nombre de combats pour l'égalité homme-femme et l'heureuse banalisation de l'homosexualité dans la société française.

Si l'UMP et une partie de l'UDI ont polémique contre le mariage pour tous, c'était par pur intérêt électoral, souvent très hypocritement, et ses dirigeants sont bien vite passés à autre chose une fois le texte adopté.

Chacun a pu constater que les paisibles noces de couples gays et lesbiens n'ont en rien miné la vénérable institution (il faudrait être de bien mauvaise foi pour prétendre le contraire). Quant à la revendication de certains à revenir sur la réforme au bénéfice d'une future alternance, elle a été rangée au fond du tiroir, fermé à double tour des argumentaires éphémères et encombrants. À oublier résolument.

Cette droite pleutre qui s'abstient

C'est cette droite-là, ramant déjà tellement pour marquer sa différence avec l'orientation sociale-libérale de François Hollande, qui est aujourd'hui débordée par un flot réactionnaire.

Non seulement le mouvement échappe totalement à son contrôle, mais il parvient aussi à organiser parallèlement son anarchisme nihiliste très noir. Même Marine Le Pen est circonspecte face aux effets de cette mayonnaise acide – homophobe, raciste, antisémite, anti médias – dont elle n'est pas certaine de canaliser ni même de récupérer le poison électoral.

La droite dite "républicaine", elle, est piégée.

Ou, comme le lui conseille le ministre de l'Intérieur, elle fait le choix de se "démarquer clairement" de cette protestation tripale au risque de s'aliéner non seulement les voix mais aussi la considération de la partie la plus droitière de son électorat.

Ou elle tente de surfer opportunément sur l'écume d'une contestation anti-gouvernementale et elle fait preuve de faiblesse, perdant, et sa dignité, et sa crédibilité. Elle devient alors, de fait, l'otage de ses ultras.

Jusqu'à présent, cette droite pleutre a opté pour une troisième voie. L'abstention confuse. Pas de défilé, pas de commentaire. On regarde ailleurs. Le péril, alors, est aussi grand que pour les deux premières options. Ce hors-jeu volontaire, sorte de certificat d'irresponsabilité devant l'histoire, peut signer l'acte d'une lâche et tragique inexistence et la conduire tout droit dans l'antichambre de la disparition.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) «L'urgence est d'organiser la révolte à gauche»



Olivier Besancenot en 2012 à Paris. (Photo Bertrand Guay/AFP)

Interview. Olivier Besancenot appelle tous les partis opposés à la ligne sociale-démocrate du gouvernement à s'unir et à préparer un week-end de mobilisation en février.

Recueilli par Matthieu Écoiffier et Antoine Guiral
Photo Lionel Charrier . Myop

Longtemps facteur à Neuilly, Olivier Besancenot travaille désormais au guichet d'un bureau de poste du XVIII^e arrondissement de Paris. Manifestations de la droite ultra ou tradi, affirmation «sociale-libérale» de François Hollande, difficultés de la gauche radicale à s'unir pour mobiliser : le porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et ancien candidat à la présidentielle livre son analyse.

Ce week-end encore la droite la plus réactionnaire bat le pavé. Comment analysez-vous cette mobilisation ?

C'est une vraie manif d'extrême droite avec des ingrédients fascistes. Il faut savoir que l'extrême droite, en France, ce n'est pas que le FN. Derrière sa soi-disant «nouvelle vitrine», il y a ce danger potentiel de radicalisation. La politique, ce n'est pas figé. Quand la droite court derrière le FN et la gauche derrière la droite, une radicalisation à l'extrême droite apparaît. Ce que l'on espère, nous, c'est qu'un déclic se produise chez ceux qui ont le cœur à gauche et antifasciste.

Dans les rangs des pro-Dieudonné ne trouve-t-

on pas aussi des militants issus de l'extrême gauche séduits par son discours antisystème ?

Ce que je sais, c'est que la politique a horreur du vide. La force de ces courants-là, c'est la forfaiture actuelle de la gauche gouvernementale, ainsi que la faiblesse de la gauche non gouvernementale comme du mouvement social et ouvrier. Si certains réussissent à agréger et à donner de la visibilité à la contestation, c'est parce qu'en face il n'y a rien, ou si peu. A partir du moment où il n'y a pas de contestation qui apparaît à la gauche du gouvernement de façon audible, crédible, visible et permanente pour donner de la confiance, ce sont les discours haineux qui prévalent.

Comment expliquez-vous cette faiblesse de la gauche radicale ?

Il y a une raison substantielle : dans la course de vitesse entre l'extrême droite et la gauche radicale, on ne part pas du même point. Le Pen, outre son racisme diviseur, est dans le discours du changement de personnel sur le mode «vous avez tout tenté depuis vingt ans, ça ne marche pas : on vous propose de goûter à ceux dont on vous a toujours dit qu'il ne fallait pas le faire». Nous, on dit que le changement de personnel politique ne suffit pas, il faut un changement d'institutions, de représentation et une rupture radicale. C'est ambitieux, mais cela paraît parfois hors de portée immédiate dans un contexte de crise économique avec plus de 5 millions de chômeurs... Un autre problème réside dans les rapports organiques et électoraux d'une partie de la gauche radicale avec le PS : est-ce qu'on assume ou pas de construire un front de la révolte de gauche opposé au gouvernement ? Si oui, cela signifie ne pas se présenter avec le PS aux municipales ou diriger des villes avec lui.

Hollande qui affiche sa ligne sociale-démocrate : les indignés de gauche sont-ils à ce point résignés ?

Ce n'est pas de la résignation. Il y a des mobilisations, des gens qui s'opposent à la politique du gouvernement, que ce soit sur l'égalité des droits au logement ou les sans-papiers. Sur les licenciements, une série de boîtes résistent aussi à la non-action du gouvernement. Le problème est de rendre visible cette contestation qui existe à la base et va au-delà des rangs anticapitalistes. Mon espoir est que les

dirigeants des formations non gouvernementales, comme Pierre Laurent (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PG) ou Nathalie Artaud (LO), soient piqués au vif. Et se disent qu'au-delà des divergences, l'urgence est d'organiser un week-end de révolte à gauche avant la fin février à Paris. Quant à François Hollande, ce n'est pas un tournant, puisque pour tourner il faut changer de direction. On ne change pas de direction, par contre il y a un saut qualitatif.

Qu'est-ce qui nuit à la cristallisation de la révolte à gauche ?

La politique a horreur du vide, mais il n'y a pas de vases communicants. Des déceptions ne naissent que des désillusions et de la résignation. C'est pour cela qu'on n'a jamais joué la voiture-balai derrière le PS ni même misé sur l'échec des socialistes. Aujourd'hui, l'enjeu pour nous, c'est d'assumer le degré de confrontation avec le gouvernement. On n'est pas en manque de professeurs ou de bons orateurs pour nous expliquer la gravité de la situation : le problème, c'est de se donner les moyens d'agir pour inverser le rapport de force et de montrer qu'il y a une révolte sociale et politique qui s'exprime. Un gouvernement de gauche qui mène une politique de droite, il faut lui réserver le même sort qu'un gouvernement de droite qui mène une politique de droite.

Mais avec sa politique du compromis, François Hollande entraîne les centrales syndicales...

Il faut se méfier des enveloppes chocolatées empoisonnées. La question qui se pose aux directions syndicales, c'est de savoir si elles veulent faire partie d'une troïka avec le gouvernement et le Medef, qui va imposer l'austérité en France. La politique de Hollande, c'est la récession assurée. Il prive la population de consommer ce que la société produit. Au rythme où il va, il va faire passer le président Barack Obama pour un type d'extrême gauche !

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Supermarché de dupes chez Auchan



Auchan Villeneuve d'Ascq. Un employé remplit les rayons, en 2008. (Photo Aimée Thirion)

Le groupe de grande distribution a confirmé vendredi qu'il allait supprimer 800 postes de cadres, alors même qu'il touche 120 millions d'euros d'aides de l'Etat via le CICE.

Par Haydée Sabéran

Mis côte à côte, les chiffres dérangeant. Le groupe Auchan, qui a annoncé 317 millions d'euros de bénéfice net sur les six premiers mois de 2013, a touché quelque 40 millions d'euros d'aides de l'Etat en 2013 au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) - mesure phare du gouvernement pour soutenir les entreprises - et devrait en toucher encore environ 80 cette année. Or il va supprimer 800 postes de cadres et d'agents de maîtrise dans les trois ans à venir. L'annonce a été faite aux syndicats jeudi, en comité central d'entreprise, puis révélée par Liberation.fr avant d'être confirmée par Auchan vendredi.

L'entreprise se défend en annonçant la création de 500 postes d'«employés commerciaux» et détaille, dans un communiqué, un «contexte d'emploi» qui «prévoit, au global», la création de 1 500 postes en France, notamment «dans les Auchan Drive». Le groupe assure aussi qu'il n'y aura pas de licenciements secs, mais des départs ou des mutations «sur la base du volontariat». Problème : ni la CFDT ni FO n'a confiance en ces chiffres. Pas plus sur l'enveloppe globale des 1 500 créations de postes que sur les 500 censés compenser en partie les 800 perdus. «Je ne les crois pas», soupire Guy Laplatine, délégué central CFDT, blasé. «En mars 2012, on nous annonçait 1 600 suppressions de postes, mais 3 200 créations,

soit 1 600 créations nettes. Or, dans le bilan social, non seulement je ne les ai pas vues, mais il manque 700 équivalents temps plein !»

«Cadeaux».

Ce qui indigné le syndicaliste, c'est que le groupe puisse, en même temps qu'il supprime des effectifs, bénéficier d'aides publiques. «Qu'on donne cet argent à la sidérurgie, pas à Auchan ! Ils font 200 millions à 400 millions d'euros de bénéfice tous les ans (1). Cette année, ils continuent à faire des bénéfices, probablement autour de 150 millions d'euros. Donc ils gagnent de l'argent et, en plus, l'Etat leur fait des cadeaux en finançant un plan social avec le CICE !» s'étrangle le délégué CFDT. Benoît Boussemart, économiste et auteur de la Richesse des Mulliez, considère, lui, que le gouvernement a fait «une faute» en appliquant le CICE à l'ensemble des secteurs d'activité : «Le CICE a pour but de donner de la compétitivité à des secteurs touchés par une concurrence externe, comme l'industrie. La grande distribution, par définition, n'est pas dans ce cas. Les Chinois ne vendent pas, à partir de la Chine, ces produits de grande distribution. Les distributeurs ont les pieds collés dans la glaise des grandes surfaces. Or on leur donne un bonus sans que ça joue en quoi que ce soit sur le coût salarial. C'est donc du profit pur. Par ailleurs, c'est le consommateur qui paie, puisque les impôts augmentent.»

Quand on signale au porte-parole d'Auchan le rapport troublant entre les chiffres des bénéfices et ceux du CICE, il tempère : «Il faut bien noter un élément de contexte. Par rapport à 2010, nous avons payé, en 2013, 70 millions d'euros de taxes en plus.»

«Magie Disney».

«Je suis à peine surpris, dit Pascal Saeyvoet, délégué syndical central Force ouvrière (FO). L'entreprise conduit depuis 2002 ce qu'elle appelle des plans de transformation, qui sont en fait des suppressions de postes. Ils essaient de le faire passer en disant que les départs sont volontaires et qu'ils seront compensés par des embauches, mais ça, c'est la grande magie Disney Auchan. Ce qu'on constate sur le terrain, c'est qu'il y a de plus en plus de mètres carrés de magasin, pour un effectif à peu près stable. Les gens sont contents d'avoir du travail dans ce contexte de crise, mais ils viennent avec des boulets aux pieds.» Son collègue Guy Laplatine

s'inquiète pour l'avenir des cadres : «Ils parlent de mobilité interne, mais pour aller où ? Ils disent qu'il y a un turnover permanent, mais dans mon magasin, à Boulogne-sur-Mer, il y a des cadres qui y ont passé toute leur vie, qui ont tout donné à Auchan. Ils vont y laisser des plumes.» Il assure que depuis «un an environ», une dizaine ont frappé à sa porte pour lancer des appels au secours. «On va par exemple garder un cadre pour l'entretien de quatre magasins. Les trois autres sont en trop. Alors que jusqu'ici ils étaient bien notés, on va leur trouver de mauvais résultats. Ils nous racontent : "On me dit que je suis nul." Bref, on leur suggère fortement de partir.»

(1) Le porte-parole d'Auchan refuse de donner le chiffre des bénéfices en France.

liberation.fr

V) 5 millions de Français peinent à payer leur logement chaque mois

Par Joel Cossardeaux

Le rapport de la Fondation Abbé Pierre pointe les effets de la crise sur le budget logement.



La Fondation Abbé Pierre, qui établit chaque année son rapport sur l'état du mal-logement en France, souligne combien la dégradation de l'emploi pèse en la matière. - Photo Kenzo Tribouillard / AFP

Se loger pose un problème dramatique à plus de 3,5 millions de personnes dont l'habitat est précaire ou indigne (squats, campements, etc.). Mais ils ne sont plus les seuls. Plus de 5 millions de locataires et de copropriétaires éprouvent dans ce domaine des difficultés, certes « moins violentes » mais « très préoccupantes », alerte la Fondation Abbé Pierre dans son dernier rapport sur l'état du mal-logement présenté aujourd'hui (voir document ci-dessous). Chez ces personnes, qui ne sont pas spécialement mal logées, régler ses charges de copropriété, rembourser ses emprunts, payer son loyer ou se domicilier près de son lieu de travail va de moins en moins de soi. En cause, la crise qui persiste et son corollaire, la dégradation de l'emploi qui se poursuit. « Dans certaines villes et régions où le chômage a explosé, les filets de protection s'épuisent », explique Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation.

Mais il n'y a pas que ces situations de fin de droits qui se multiplient. Les emplois précaires, à travers leurs multiples déclinaisons (autoentrepreneurs, travailleurs détachés, CDD, intérimaires, saisonniers. etc.), sont en plein essor. En 2010, la France comptait 13,2 % de salariés en contrat précaire, rappelle le rapport. Une situation lourde de conséquences. « L'acceptation de conditions de travail très dégradées entraîne l'acceptation de conditions de logement également très dégradées », estime Patrick Doutreligne.

Les jeunes premiers touchés

Surtout, cette flexibilité de l'emploi apparaît en « complet décalage » avec un secteur du logement qui se caractérise par sa rigidité (rareté et cherté de l'offre, durcissement des baux...). Les jeunes sont les premiers touchés. « Un sur deux seulement dispose d'un emploi stable à durée indéterminée (CDI) [...] qui ouvre souvent les portes du logement », pointe le rapport. Les coûts de logement ont d'autres effets collatéraux. Les foyers dont les revenus fluctuent à la baisse rognent sur leurs dépenses alimentaires et médicales pour pouvoir s'acquitter de leur loyer ou de leur mensualité.

L'inadéquation entre la situation de l'emploi et le marché du logement atteint son summum en Ile-de-France. Se loger en grande banlieue coûte nettement moins cher qu'habiter dans le centre de l'agglomération parisienne, mais les opportunités professionnelles y sont beaucoup plus rares. «

Résider en deuxième couronne ne donne accès qu'à 27 % des emplois dans la région. A Paris, c'est deux fois plus », note la Fondation. Cet éloignement est dissuasif. Au cours des cinq dernières années, 2 millions de personnes ont refusé un emploi, estimant que l'exercer demandait trop de sacrifices.

« Le logement peut être un frein à l'emploi alors qu'il doit au contraire le favoriser », déplore Patrick Doutreligne. Une situation paradoxale qui inquiète les entreprises. Celles de la Côte d'Azur, dans un récent sondage, sont 80 % à déclarer avoir des difficultés à embaucher à cause des coûts de logement des salariés.

DOCUMENT L'intégralité du rapport

<http://www.slideshare.net/lesechos2/rapport-de-la-fondation-abb-pierre-rapport-mal-logement-2014>

lesechos.fr

VI) Tu te vois, à 50 ans, en colocation ?

Raphaël Lizambard | Journaliste

Divorce, chute des revenus, CDI impossible : de plus en plus de Parisiens cherchent des colocataires pour conserver leur logement ou un niveau de vie correct. Ils ont entre 26 et 60 ans.



Antoine et Faustine dans leur cuisine (Raphaël Lizambard)

Loyers trop élevés, surfaces trop petites ou conditions de locations draconiennes ne concernent plus les seuls étudiants et jeunes travailleurs.

A Paris, cela fait un moment que les adeptes de la colocation ont tous les âges, des situations professionnelles et sociales très variées, mais un dénominateur souvent commun : un loyer moins élevé.

A cause d'un divorce, d'une baisse de revenus, ou pour mettre un peu de beurre dans le quotidien, de plus de Parisiens acceptent de vendre un peu de leur intimité.

La colocation amortit les effets de la crise pour celui qui a la chance de disposer d'un logement. Parfois, elle lui permet de ne pas le perdre.

Pas ou peu de chiffres

Il est difficile de quantifier et de chiffrer la colocation en France, car peu d'études ont été réalisées à ce sujet.

Il s'agit en outre, la plupart du temps, de sous-location, avec une seule personne sur le bail : c'est le cas de toutes les personnes que j'ai rencontrées lors de ma propre recherche de colocation (qui a donné lieu à ce reportage).

Deux enquêtes ont été menées sur le sujet par Ipsos (pour appartager.com) et pour TNS Sofres (2006 et 2010). « La colocation, mode d'emploi », d'Arnaud Saugeras, Edith Tavignot et Jean-Léon Gantier (2010) fournit quelques données supplémentaires. Tout comme le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre sur le mal logement.

1 Jean-Philippe et le sociologue italien

« Le matin au réveil, quand tu vois un mec moche, la journée démarre mal. »

Ce reportage est né de ma propre recherche d'une location à mon arrivée à Paris. Portraits de ces titulaires de bail, prêts à partager leur salle de bains.

Jean-Philippe, 44 ans, consultant dans la mode,

vous accueille dans un grand éclat de rire, la voix éraillée par la cigarette. Il loue sa chambre 750 euros, et lui dort dans le salon pour le même prix, dans un T2 cosu du XXe arrondissement.

« Quand j'ai pris cet appartement, seul j'avais 28 ans et un énorme salaire, 4 500 euros net par mois. »

Freelance, sa situation financière s'est dégradée et l'équation s'est avérée relativement simple : son salaire diminuait, le loyer augmentait. Il a donc commencé la colocation en 2008, subissant lui

Chez Jean-Philippe



Contraint, il a toutefois choisi de prendre la colocation du bon côté : tant qu'à faire, autant s'adapter. Il cherche d'abord et avant tout quelqu'un d'enrichissant culturellement, un étranger de préférence

« Je suis gay, donc je voulais un coloc gay, pour une meilleure compréhension. En fin de compte, c'était une erreur car je me suis entendu le mieux avec les hétéros.

J'avais un autre critère, je voulais que le mec soit beau ; pas pour me le faire, mais parce que le matin au réveil, quand tu vois un mec moche, la journée démarre mal. Mais pas moche au sens esthétique, au sens où il a un beau sourire, de bonne humeur... »

Jean-Philippe est resté bon ami avec beaucoup de ses colocs, et a même fait de l'un d'entre eux son petit ami.

« De toute évidence, c'est une question de budget, surtout à Paris où les loyers sont énormes mais il y a aussi le côté enrichissement culturel. Selon moi, car ce n'est pas l'avis de tout le

monde, certains le font juste pour le loyer. »

Il a trouvé depuis un sociologue italien de 36 ans, pour trois mois. Les castings reprendront donc bientôt.

2 Elisabeth avec un médecin nucléaire et une étudiante

« C'est une question de fric, pour m'acheter des trucs en plus. »

La colocation d'Elisabeth est peut-être la plus bigarrée de Paris. Elle-même pré-retraîtée de 58 ans, elle vit avec un médecin nucléaire de 36 ans et une étudiante en journalisme de 20 ans, à Paris pour un stage.

Trois générations réunies pour une colocation qui ne lui pose pas de problèmes :

« C'est ce qui fait la richesse. Il y en a une qui a un passé, c'est moi, une autre qui commence sa vie, un autre qui, pour des raisons tout à fait personnelles, est avec nous. »

Le T4 en duplex d'Elisabeth est tape-à-l'oeil :

« La déco, c'est à vous de la décrire, elle est kitsch, hein, non ? Vous avez vu l'appartement, il est très éclectique, assez chargé, dirais-je. »



Il y a huit ans, Elisabeth s'est retrouvée seule dans son appartement, après que son fils et son frère ont quitté le cocon familial. Elle souhaite rester anonyme et ne veut pas avouer la totalité du loyer de l'appartement – dont le bailleur n'est autre que son ancien employeur, bénéficiant ainsi du 1% patronal.

Elle loue pourtant ses chambres, avec lits simples,

ne dépassant pas les 8 mètres carrés, à 700 euros. Mais tout est compris, et Elisabeth consent à louer la chambre 600 euros pour les étudiants :

« Quand je vois le prix des loyers à Paris, je me dis que les étudiants ont beaucoup de mal à trouver. »

Monomaniacque du bibelot, elle avait les moyens de vivre seule, mais a préféré la colocation :

« C'était une question de faire du fric, pour m'acheter des trucs en plus, des surplus. J'avais les moyens de payer l'appartement seule puisque je l'ai fait pendant un moment. Et j'ai toujours les moyens, mais ça me permet d'ajouter des tas de choses. »

Prochain achat en vue, une machine à laver, bien qu'elle en possède déjà une.

3 André cherche toujours un coloc

« Un homme de 60 ans, une femme ne va pas venir : ou il est trop vieux, ou c'est un prédateur. »

La particularité d'André, informaticien de 60 ans, c'est qu'il rencontre des difficultés à trouver un nouveau colocataire. Signe peut-être que la colocation intergénérationnelle n'est pas encore tout à fait rentrée dans les mœurs.

Chez André



« Je trouve qu'il y a un taux de réponses très bas. Peut-être que je rédige mal mon annonce, ou mon âge, quand je dis que j'ai 60 ans, que je suis informaticien, que je travaille de chez moi... Déjà, il faut éliminer 99% des femmes. Un homme de 60 ans, une femme ne va pas venir : ou il est trop vieux, ou c'est un prédateur. »

Contraint à pratiquer la colocation après s'être séparé de sa femme, il s'est adapté à sa nouvelle situation rapidement.

« Je n'ai aucun problème à être en coloc à mon âge. La première raison, c'est la pénurie à Paris, la deuxième raison, ce sont les divorces. L'éclatement des structures familiales fait qu'on est obligés de vivre dans deux espaces. »

Pour le moment, il loue un T2 en duplex, dans le XVIII^e arrondissement. Il occupe la mezzanine du grand salon cuisine, et son coloc dort à l'étage, où ils partagent la salle de bain.

André ne rechigne pas à partager des moments avec ses colocataires, un repas voire un restaurant :

« Le premier critère, c'est la confiance. Je suis assez autonome, j'espère trouver quelqu'un identique. Mon style, c'est pas du tout la série "Friends". »

Mais André le confesse, dès que son divorce sera entièrement consommé, et tous les problèmes financiers qui en découlent résolus, il cessera la colocation et s'exilera à Marseille, où les loyers sont plus « supportables ».

4 Faustine et Antoine

« Si j'avais un CDI, j'aurais mon appart' ». »

Faustine et Antoine, 26 et 28 ans, tous deux jeunes actifs, ressemblent davantage à l'idée communément admise de la colocation.

Ils cherchent à remplacer une personne qu'ils ne connaissaient pas avant :

« On est devenus amis en vivant ensemble, donc il n'y avait plus aucune règle, tout le monde venait manger ou prendre des apéros. »

Chez Faustine et Antoine



Pas de salon, celui-ci a été transformé en chambre à 500 euros, et déjà apparaît en coin la question du loyer.

« On demande aux gens leur fonctionnement et on explique le nôtre : un lieu ouvert où on aime recevoir. On cherche quelqu'un qui ne vienne pas pour partager le loyer, et point. »

Même si la colocation est appréciée, ils ne se voient pas y vivre toute leur vie. Antoine résume :

« J'ai déjà habité seul ; c'est vrai que c'est majoritairement pour le prix, même si la colocation, c'est sympa quand on s'entend bien. Mais si je pouvais avoir un appart' à 500 euros, je le prendrais. »

Faustine abonde dans son sens :

« Si je pouvais avoir une situation stable, un Cdi, j'aurais mon appart' ». »

5 Dominique et son prothésiste dentaire

« Quand je serai plus vieille, je pense que je louerai gratuit, contre des petits services. »

Dominique a 56 ans et a commencé la colocation il y a deux ans, lorsque ses enfants sont partis. Parce qu'elle « déprimait », « passait son temps à dormir », l'idée lui est venue de de mettre une annonce sur Internet.

« Ça me faisait un peu plus pour mon RSA, c'était pas négligeable, et puis ça me motive pour cuisiner. »

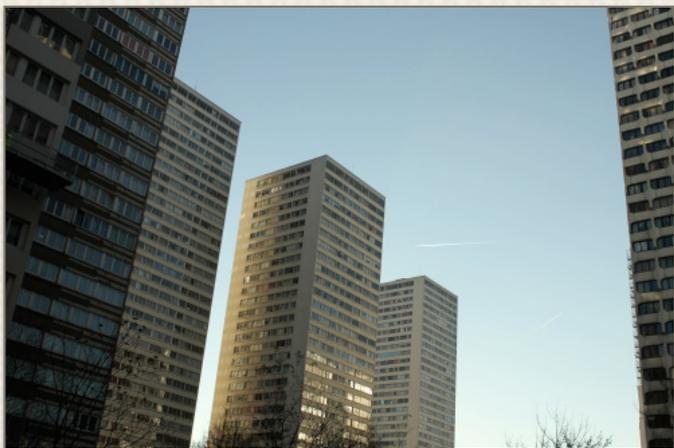
Cinq colocataires depuis, dont l'actuel, un prothésiste dentaire de 26 ans. De bonnes et de moins bonnes expériences, mais avec le temps, les critères de sélections s'affinent pour éviter les malentendus :

« Déjà je fais un casting sévère, je mets dans mon annonce "zen de préférence", 56 ans, pratiquant la méditation, donc on s'étonne pas que je sois un peu molle et baba-cool. »

Si la personne que je rencontre est trop speed, qu'elle bosse dans le commerce, qu'elle fait son footing tous les matins, c'est pas pour moi. »

Dominique loue sa chambre 500 euros dans le XIII^e arrondissement de Paris, pour un T3 HLM.

Chez Dominique



Au chômage, la location de sa chambre couvre les trois quarts du loyer. Mais elle se défend de pratiquer la colocation uniquement pour l'argent :

« Quand il n'y a pas de lien, c'est une mauvaise coloc. Les colocs qui ne peuvent pas recevoir leur petite amie, organiser de repas, qui n'ont que leur chambre, ce n'est pas de la coloc, c'est du commerce. »

À son jeune colocataire – qui de son propre aveu la considère comme sa seconde maman – elle aime « préparer des petits plats, et faire des gâteaux (...) Quand je serai plus vieille, je pense que je louerai gratuit, contre des petits services ».

6 Christophe sans coloc fixe

« Les gens qui ont 20/30 ans aujourd'hui, seront toujours en colocation à 50 ans. »

Ce qui a poussé Christophe, 44 ans, écrivain, à faire de la colocation, c'est l'envie de vivre dans Paris intramuros. À 30 ans, après dix ans de vie en banlieue, il s'est installé avec deux amis dans un appartement « 1850 » du Xe arrondissement.

Chez Christophe



Puis est venu le temps des inconnus, car avec ses revenus très variables d'écrivain, Christophe a bien dû chercher des remplaçants. Il reconnaît volontiers la motivation pécuniaire de la colocation. Et reste réaliste sur les raisons d'une bonne entente :

« Est-ce qu'on fait le ménage ou pas, est-ce qu'on fait la vaisselle ou pas ? Ça n'a rien de philosophique. Dans un couple, c'est pareil. Le couple ne s'arrête pas pour des raisons amoureuses, il s'arrête pour des raisons pratiques, car l'amour ne dure qu'un temps... »

Certes, l'aspect économique prime, mais il pousse la réflexion un peu plus loin. Selon lui vient désormais une autre raison :

« Aujourd'hui, on le sait, dans les grandes villes, il n'y a jamais eu autant de célibataires, les couples n'ont jamais aussi peu duré. Le mariage et la famille étant en recul, et les appartements n'ayant pas rétréci, les gens envisagent une solution intermédiaire, la colocation.

C'est à mon avis un phénomène qui va s'étendre, les gens qui ont 20/30 ans aujourd'hui, seront toujours en colocation à 50 ans. »

rue89-nouvelobs.com

A suivre...

**La Presse en
Revue**